

Les fédérations d'enseignants mobilisent contre la loi Fillon, pour l'emploi et les salaires

Elles appellent à la grève jeudi 20 janvier. Si les sujets de mécontentement ne manquent pas, l'échec des mouvements sur les retraites et la décentralisation les incite à la prudence

SUPPRESSION de postes d'enseignants, projet de loi d'orientation sur l'école critiqué, augmentations salariales jugées insuffisantes : l'insatisfaction au sein du monde enseignant a poussé les syndicats à se joindre au mouvement de grève de la fonction publique, jeudi 20 janvier. Les organisations espèrent ainsi mettre fin aux deux années d'atonie sociale au sein de l'éducation nationale. Depuis l'échec des grèves contre la réforme des retraites et la décentralisation, au printemps 2003, en effet, les enseignants ne se sont que peu mobilisés derrière leurs syndicats.

Les principales fédérations (FSU, UNSA-éducation, SGEN-CFDT, FAEN, FERC-CGT) se sont donc associées pour tenter de les remobiliser. Des organisations moins marquées à gauche, comme le syndicat de chefs d'établissement Indépendance et direction, ou réputés proches de la droite, comme le Snaic, se sont aussi jointes à cet appel, en en défendant, en particulier, le volet salarial.

Comme l'ensemble de la fonc-

tion publique, les personnels de l'éducation nationale se plaignent d'un pouvoir d'achat en régression. Mais là n'est pas leur seul motif de colère. Bien d'autres éléments alimentent leur grogne.

Il y a d'abord la « *carte scolaire* », c'est-à-dire la répartition des moyens d'enseignement entre les différents établissements scolaires pour la rentrée 2005. Elle prévoit notamment la suppression de près de 5 500 postes dans le second degré (*Le Monde* du 15 décembre). Après avoir été transmise aux syndicats et aux rectorats, elle est désormais arrivée au niveau des départements qui découvrent ce qui les attend concrètement pour septembre.

La loi d'orientation sur l'avenir de l'école, adoptée en conseil des ministres le 12 janvier, focalise également les critiques du milieu enseignant. Là encore, les syndicats apparaissent assez unanimes pour dénoncer les projets du gouvernement. Le Conseil supérieur de l'éducation (CSE), instance consultative où sont représentées les différentes composantes du

monde éducatif, s'est ainsi massivement prononcé contre le contenu du texte, le 16 décembre. Les syndicats réclament l'abandon du projet. « *Ses dispositions ne permettront pas de conduire tous les jeunes à la réussite scolaire, de réduire les inégalités et, pour certaines, dégraderont les conditions d'exercice de nos métiers* », soulignent-ils.

PERTE D'ADHÉRENTS

Si les motifs de mécontentement ne manquent pas, les syndicats ne sont pas sûrs pour autant du succès de leur appel à la grève. L'échec du mouvement du printemps 2003 les a affaiblis. D'abord parce que, malgré une mobilisation parfois très forte, les personnels de l'éducation nationale ont le sentiment de n'avoir rien obtenu sur les retraites et presque rien sur la décentralisation.

Ensuite, parce que, pour la première fois, un gouvernement a refusé de négocier une sortie de conflit, ne payant pas la plus grande partie des journées non travaillées : 230 millions d'euros ont ainsi été retenus sur les salaires

des personnels de l'éducation nationale. Et les fiches de paye ont pu en être affectées parfois jusqu'à l'été 2004.

Marqués par cet épisode, les enseignants ont peu participé aux actions de grève en 2004. Et ils se sont éloignés des organisations syndicales. A l'exception du Snaic et de Sud-Education - la première n'ayant appelé à la grève que huit jours en 2003, la seconde ayant prôné une radicalisation du mouvement social, notamment au moment du baccalauréat -, elles ont toutes perdu des adhérents.

Le SNES-FSU, majoritaire parmi les enseignants de collège et de lycée, reconnaît la perte de 4 500 adhérents sur 74 000 au cours de l'année 2003-2004, tendance qui se serait inversée au quatrième trimestre 2004. Dans ce contexte, les syndicats s'interrogent sur le succès de la journée du 20 janvier. Mais, pour la première fois depuis le printemps 2003, ils veulent croire en un nouveau départ.

Luc Bronner
et Virginie Malingre

Le Monde
19 M. 2005